

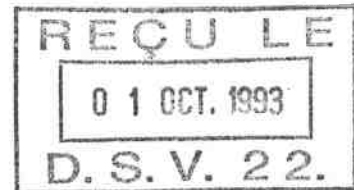
PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

ARRÊTÉ

Direction
des Affaires Locales

portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur



- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 20 décembre 1982 relatif aux prescriptions applicables aux installations d'élevage de volailles soumis à autorisation ;
- VU la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour son application, notamment les articles 40 et suivants ;
- VU l'arrêté préfectoral du 17 mai 1979 autorisant M. Joseph LE PROVOST demeurant à PLAINTÉ-HAUTE, au lieu-dit "Les Douées" à exploiter à cette adresse un élevage de 26.500 volailles qui compte, à ce jour, 21.300 animaux ;
- VU la demande présentée par l'exploitant en vue de l'extension de cet élevage par création d'un nouveau poulailler d'une capacité de 9.000 animaux, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires, de l'Agriculture, de la Protection Civile émis respectivement les 23 mars 1992 et 12 Juillet 1993, 15 mars et 12 juillet 1993, 2 février 1993 ainsi que celui du Directeur des Affaires Locales en date du 16 mars 1993 ;
- VU le rapport favorable de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date des 2 Juin et 23 Juillet 1993 ;
- VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en ses séances des 25 juin et 30 juillet 1993 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

- A R R E T E -

ARTICLE 1er -

a) L'arrêté préfectoral susvisé du 17 mai 1979 est abrogé.

b) M. Joseph LE PROVOST demeurant à PLAINE-HAUTE, au lieu-dit "Les Douées" est autorisé à exploiter un élevage de volailles à cette adresse (section ZE n°s 48a et 17a) dont les bâtiments et les stockages de déjections sont implantés à plus de 100 m du tiers le plus proche et à plus de 50 m d'un cours d'eau.

ARTICLE 2 -

La capacité maximale de l'élevage classé sous la rubrique n° 58-6° de la nomenclature sera de 30.300 volailles de plus de un jour en présence instantanée, à savoir :

- élevage existant 21.300 dindes de chair,
- élevage à créer 9.000 dindes de chair.

ARTICLE 3 -

Cette autorisation est accordée sous réserve du respect des conditions suivantes :

1°) observation des prescriptions ci-jointes de l'instruction technique annexée à l'arrêté ministériel du 20 décembre 1982 et de celles annexées à l'arrêté préfectoral du 14 mars 1990 lorsqu'elles ne sont pas contraires aux premières ;

2°) conformité aux mémoires et plans visés, annexés au présent arrêté lorsque ceux-ci ne sont pas contraires aux prescriptions du 1°) ci-dessus ;

3°) l'exploitation de l'élevage se fera au sol sur litière ;

4°) évacuation régulière des fientes vers la zone d'épandage après chaque fin de bande ;

5°) Application des prescriptions législatives et réglementaires édictées pour l'hygiène et la sécurité des travailleurs ;

6°) dératisations et désinsectisations périodiques ;

7°) l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

8°) Conditions particulières d'épandage

Tout épandage est strictement interdit sur les parcelles cadastrées section ZE n°s 47, 56, 87, section ZL n° 42 et section ZH n° 12 (en raison de la présence d'un ruisseau : sol hydromorphe toute l'année - et d'une zone urbaine) ;

En ce qui concerne l'épandage dans la zone de production, l'éleveur devra faire une analyse chimique annuelle des litières pour en connaître la valeur fertilisante ;

Il devra également tenir un cahier d'épandage sur lequel seront portés la date d'épandage, le tonnage épandu sur chaque parcelle. L'estimation de la fumure à épandre sera calculée en fonction du rendement escompté des cultures.

.../...

9°) Conditions particulières d'élimination des déjections

Les documents constatant les livraisons à la Coopérative du Gouessant seront transmis à l'inspecteur des installations classées à la fin de chaque année civile.

ARTICLE 4 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 5 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 6 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 7 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de PLAINTÉ-HAUTE pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de M. Joseph LE PROVOST.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de M. Joseph LE PROVOST dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 8 -

"**Délai et voie de recours** (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 9 -

le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
le Maire de PLAINTÉ-HAUTE,
l'Inspecteur des Installations Classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à M. Joseph LE PROVOST pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administrative ou de police ainsi qu'au maire de SAINT-DONAN, pour information.

SAINT-BRIEUC, le **27 SEP. 1993**

Le **PREFET**,
Pour le **PREFET**,
Le Secrétaire Général,

Signé : Philippe SABLAYROLLES

Pour Copie Certifiée Conforme
L'Attaché, Chef de Bureau

Signé : A. PENARD